

Cote du document: EB 2018/LOT/G.10  
Date: 8 novembre 2018  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

**Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Réseau international sur le bambou et le rotin pour le Programme innovation et promotion du bambou – recherches destinées à promouvoir une agriculture résiliente en Colombie, en Équateur et au Pérou**

**Note pour les représentants au Conseil d'administration**

Responsables:

Questions techniques:

**Caroline Bidault**

Chargée de programme de pays  
Division Amérique latine et Caraïbes  
téléphone: +511 226 1026  
courriel: c.bidault@ifad.org

**Gonzalo Griebenow**

Chargé du programme  
Division environnement, climat,  
égalité femmes-hommes et inclusion sociale  
courriel: gonzalo.griebenow@ifad.org

Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**

Chef de l'Unité  
des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Pour: **Approbation**

## **Recommandation pour approbation**

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don telle qu'elle figure au paragraphe 22.

# **Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Réseau international sur le bambou et le rotin pour le Programme innovation et promotion du bambou – recherches destinées à promouvoir une agriculture résiliente en Colombie, en Équateur et au Pérou**

## **I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons**

1. La région amazonienne de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou (CEP) fait partie du plus grand biome fluvial de la planète et est extrêmement importante du point de vue de la biodiversité et des services écosystémiques. L'exploitation pétrolière, l'exploitation minière, l'expansion agricole des monocultures industrielles (palmiers, soja, pâturages), l'exploitation forestière illégale et les cultures illicites ont une incidence négative sur la richesse biologique de ces zones et sur les populations locales qui dépendent de ce patrimoine.
2. Le bambou est utilisé dans la région CEP depuis l'époque précolombienne. Néanmoins, il s'agit d'une vaste ressource stratégique inexploitée qui peut être utilisée pour mieux gérer les changements climatiques, puisqu'il fournit à la fois des "services écosystémiques" bénéfiques et de nouvelles sources de revenus pour les populations rurales de ces pays. Les communautés incluent le bambou dans leurs stratégies d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets, étant donné sa croissance rapide et la célérité avec laquelle il se remet des phénomènes météorologiques extrêmes. En effet, les politiques nationales en matière de changements climatiques fondées sur le bambou et les investissements dans le développement rural offrent une excellente occasion d'améliorer l'efficacité des plans nationaux.
3. L'utilisation du bambou est à la hausse dans les secteurs du tourisme et de la construction en Amazonie, et les autorités agricoles et environnementales [le Servicio Forestal y de Fauna Silvestre (SERFOR) au Pérou, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage en Équateur et le Ministère de l'environnement en Colombie] ont élaboré des cadres juridiques et réglementaires pour la gestion du bambou. En outre, le Nouveau programme pour les villes, adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement durable (Habitat III) en 2016, a contribué à promouvoir l'utilisation de matériaux renouvelables (comme le bambou) dans les projets de travaux publics et d'infrastructures urbaines. Cependant, tout le potentiel du bambou en tant que catalyseur économique et social n'a pas encore été pleinement exploité.
4. Le don proposé vise à exploiter le potentiel du bambou en tant que ressource naturelle facilement disponible pour restaurer les terres dégradées et atténuer les effets des changements climatiques, conformément aux stratégies nationales de lutte contre les changements climatiques des pays CEP et à l'Accord de Paris. Il vise également à fournir aux communautés rurales un moyen de développer de nouvelles filières fondées sur le bambou afin de générer des revenus et permettra de créer un corpus de recherche régionale, encouragera la sensibilisation aux

avantages du bambou, améliorera les capacités techniques des ménages ruraux et permettra des échanges de connaissances entre la région CEP et les pays asiatiques (Chine et Inde). En effet, le projet concerne des problèmes communs à la région amazonienne CEP mais aussi des solutions et des possibilités, qui seront traités au moyen de stratégies de coopération Sud-Sud et triangulaire, dans le cadre d'une dynamique qui dotera la région d'approches politiques et pratiques concernant le bambou et le développement axée sur l'analyse des faits. Ces points clés sont conformes aux principales recommandations mises en avant dans la Déclaration de Beijing, adoptée lors du Congrès mondial sur le bambou et le rotin de juin 2018.

5. Le programme proposé est conforme au but et aux objectifs de la Politique du FIDA en matière de dons (2015)<sup>1</sup> et aux autres priorités du Fonds, comme suit: i) il promeut des approches et des technologies innovantes et favorables aux pauvres dans le domaine de l'exploitation du bambou, susceptibles d'être reproduites à plus grande échelle pour avoir un impact plus important; ii) il renforce la capacité institutionnelle et politique des principaux ministères nationaux, des institutions publiques infranationales, des organismes de recherche et des acteurs locaux de la société civile et du secteur privé de gérer les ressources en bambou de manière durable et d'élaborer de nouvelles technologies et des innovations liées au bambou; iii) il favorise les campagnes et l'engagement politique, en créant un environnement politique favorable au développement du secteur du bambou; iv) il produit et met en commun des connaissances sur l'importance des systèmes de production de bambou, la résilience climatique, les chaînes de valeur favorables aux pauvres et le développement des marchés.
6. Le don contribuera directement à la réalisation de tous les objectifs stratégiques du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, qui mettent l'accent sur les populations rurales pauvres en visant: le renforcement de leurs capacités productives (de façon durable et résiliente) (objectif stratégique 1), l'accroissement des avantages tirés de leur intégration au marché (objectif stratégique 2) (tout en les aidant à mieux gérer les risques connexes), et le renforcement de la viabilité environnementale et l'accroissement de la résilience de leurs activités économiques face aux changements climatiques (objectif stratégique 3). Cette intervention poursuivra ces objectifs stratégiques de manière intégrée, en fonction des besoins et des priorités des groupes cibles.

## II. Le programme proposé

7. L'objectif global du programme est d'accroître la résilience des petits exploitants ruraux en Colombie, en Équateur et au Pérou face aux changements climatiques grâce à des systèmes de production de bambou diversifiés. Pour atteindre cet objectif global, le projet contribuera à la sensibilisation, à la recherche, au renforcement des connaissances, au transfert de technologie, aux opportunités entrepreneuriales, à l'autonomisation sociale (en particulier des femmes et des jeunes) et à un plan de suivi-évaluation rigoureux.
8. Les objectifs en sont: i) l'amélioration de la gouvernance aux niveaux infranational et local; ii) l'utilisation efficace par les agriculteurs de pratiques de culture du bambou tenant compte de la question climatique; iii) le lancement de microentreprises de bambou rentables; iv) la diffusion efficace d'apprentissages et de nouvelles connaissances pour renforcer et accroître les succès.
9. Le groupe cible sera composé de petits agriculteurs (et de coopératives) et de peuples autochtones vivant dans les zones rurales. La sélection des zones sera fondée sur des indicateurs de pauvreté rurale et d'extrême pauvreté supérieurs à la moyenne, sur l'existence de peuplements naturels de bambous et/ou sur leur production ou sur des zones agricoles dégradées susceptibles d'être restaurées. Les groupes cibles indirects comprendront les administrations locales et les

<sup>1</sup> Voir le document EB 2015/114/R.2/Rev.1.

représentants des ministères de l'environnement et de l'agriculture, les universités nationales ayant des programmes de recherche en cours et les organisations de la société civile engagées dans le développement alternatif. En principe, au moins 2 200 petits exploitants agricoles et ménages autochtones (dont au moins 45% de femmes et 30% de jeunes) devraient en bénéficier.

10. Le programme sera exécuté sur une période de trois ans et comprendra les composantes suivantes: 1. gouvernance infranationale; 2. changements climatiques; 3. amélioration des moyens d'existence; 4. gestion des savoirs et coopération Sud-Sud et triangulaire.
11. Les activités ci-après seront menées:
12. Composante 1: gouvernance infranationale: a) des examens systématiques (un par pays) des politiques et réglementations internationales, nationales, régionales et locales qui soutiennent ou entravent le développement du secteur du bambou; b) l'élaboration et la validation participatives de stratégies infranationales de développement du bambou; c) l'organisation de tables rondes infranationales sur le bambou, réunissant responsables publics, entreprises et population locale (une par pays).
13. Composante 2: changements climatiques: a) des évaluations rapides des moyens d'existence en milieu rural pour donner la priorité aux groupes bénéficiaires, y compris une évaluation des forêts et des plantations de bambous, des services écosystémiques et une analyse comparative des systèmes de monoculture du bambou et des systèmes de culture mixte (Global Assessment of Bamboo and Rattan); b) des formations en gestion durable du bambou pour les petits exploitants, les dirigeants communautaires et les spécialistes techniques; c) des groupes de garantie participative (deux par pays) pour aider à concevoir des modèles et scénarios pilotes d'encouragement aux pratiques agricoles du bambou respectueuses de l'environnement au niveau des exploitations.
14. Composante 3: Amélioration des moyens d'existence: a) des études de marché par pays, comprenant l'évaluation des produits en bambou existants dans la région et des tendances mondiales; b) une étude de faisabilité régionale pour des technologies de taille adaptée aux conditions locales; c) l'élaboration de propositions locales d'incitation pour l'accès au marché du bambou; d) le renforcement des compétences et capacités techniques en transformation et commercialisation du bambou; e) la mise en place d'entreprises communautaires utilisant du matériel technologique peu coûteux; f) la création de relations commerciales avec des intervenants en aval, y compris le secteur privé, les coopératives, les consommateurs et la société civile.
15. Composante 4: Gestion des savoirs et coopération Sud-Sud et triangulaire: a) un plan de communication global pour le partage de l'information aux niveaux national, régional et international; b) une campagne de communication sur le bambou qui comprend le ciblage des femmes et des jeunes pour informer le public du potentiel du bambou; c) l'organisation d'un atelier trilatéral multipartite pour le lancement du projet, des ateliers/événements de table ronde sous-thématiques et un atelier de synthèse qui englobe les pays de l'Amérique latine et des Caraïbes qui font partie du Réseau international sur le bambou et le rotin (INBAR); d) l'organisation de sessions/événements d'échange de connaissances (voyages d'étude/ateliers régionaux); e) la création et la publication de matériels de formation/promotion/sensibilisation par rapport au bambou pour les groupes prioritaires; et f) l'élaboration et la mise en œuvre d'un système de suivi-évaluation.

### **III. Effets/produits escomptés**

16. Les effets escomptés de ce programme sont les suivants: i) l'amélioration des conditions favorables aux niveaux infranational et local (par exemple, politiques,

institutions, directives, réseaux) pour l'élaboration et l'introduction de systèmes de gestion et de production du bambou; ii) l'adoption de pratiques de production du bambou tenant compte de la question climatique par les petits exploitants agricoles dans la région amazonienne des trois pays; iii) la mise en place de modèles de petites entreprises de bambou et d'un accès accru des petits exploitants aux marchés, en améliorant la diversification de leurs moyens d'existence et la génération de revenus économiques; iv) l'installation de groupes témoins de dirigeants, acteurs et résidents de la zone du projet dans la zone CEP, informés des utilisations, avantages et potentiel du bambou, du producteur au consommateur, grâce à des réseaux durables de connaissances et des partenariats stratégiques.

#### IV. Modalités d'exécution

17. L'INBAR est le bénéficiaire du don et l'organisme d'exécution et sera responsable de l'exécution globale du programme et de la coordination avec les partenaires. Le programme sera supervisé directement par le FIDA, en étroite collaboration et en coordination avec l'INBAR.
18. Un gestionnaire de projet en poste au bureau régional de l'INBAR à Quito, en Équateur, sera chargé de gérer le don conformément à l'approche de gestion axée sur les résultats. Il supervisera une équipe de base chargée de la mise en œuvre du don, composée de deux coordonnateurs techniques nationaux basés dans les bureaux nationaux du projet, d'un spécialiste de la gestion des savoirs et de la communication et d'un responsable financier du projet, tous deux en poste à Quito. Les bureaux du projet en Colombie et au Pérou disposeront d'un agent administratif. Les trois équipes nationales comprendront un agent d'appui sur le terrain dans chaque pays chargé de coordonner les activités.
19. L'INBAR est une organisation hautement spécialisée et unique dans ses mandats de représentation; elle n'a donc aucun concurrent. Compte tenu de ce qui précède, conformément au paragraphe 15 de la Politique en matière de dons, l'INBAR a été choisi en qualité de bénéficiaire du don par attribution directe.
20. Les procédures normales de communication de l'information financière et d'audit sont respectées.

#### V. Coût et financement indicatifs du programme

21. Le coût total du programme s'élève à 2 500 000 USD; 2 000 000 USD seront financés par le FIDA et 500 000 USD par l'INBAR, dont 395 000 USD en nature et 105 000 USD en espèces.

Tableau 1  
Coût par composante et par source de financement  
(en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>INBAR</i>	<i>Total</i>
1. Gouvernance infranationale	255	76	331
2. Changements climatiques	530	142	672
3. Amélioration des moyens d'existence	556	66	622
4. Gestion des savoirs et coopération Sud-Sud	511	216	727
5. Frais généraux	148		148
<b>Total</b>	<b>2 000</b>	<b>500</b>	<b>2 500</b>

Tableau 2  
**Coût par catégorie de dépenses et par source de financement**  
 (en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>INBAR</i>	<i>Total</i>
1. Traitements et indemnités	541	150	691
2. Équipement et matériels	175	-	175
3. Coûts de fonctionnement	152	75	227
4. Biens, services et intrants	178	20	198
5. Voyages et indemnités	185	40	225
6. Consultants	191	35	226
7. Formation	312	175	487
8. Ateliers	118	5	123
9. Frais généraux	148	-	148
<b>Total</b>	<b>2 000</b>	<b>500</b>	<b>2 500</b>

## VI. Recommandation

22. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme innovation et promotion du bambou – recherches destinées à promouvoir une agriculture résiliente en Colombie, en Équateur et au Pérou, accordera un don de deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) au Réseau international sur le bambou et le rotin, pour une période de 36 mois. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
 Gilbert F. Hougbo

# Results-based logical framework

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<b>Goal</b>	Increase Climate Change resilience of rural smallholders in Colombia, Ecuador and Peru through diversified bamboo production systems	1. 90 % of target group smallholder's beneficiaries diversified their livelihoods with bamboo-based solutions	1. Quarterly monitoring reports. 2. Final evaluation report	Smallholder farmers/ indigenous people, government / research institutions/civil society/private sector partners, donor and implementing agencies considered diversified bamboo production systems as suitable land management approach to reduce Climate Change vulnerability.
<b>Objectives</b>	<p>Outcome 1 (O1). Improved enabling conditions at the subnational and local levels (e.g., policies, institutions, guidelines, networks) for the development and uptake of bamboo management and production schemes.</p> <p>O2. Adopted bamboo climate smart practices by smallholder farmers in the amazon region of the three countries.</p> <p>O3. Implemented small bamboo enterprise models and access to market by smallholders improving their livelihood diversification and economic income generation</p> <p>O4. Informed the focal group of leaders, stakeholders and inhabitants of the project area in CEP about the uses, benefits and potential of bamboo from producers to consumers, through lasting knowledge networks and strategic alliances.</p>	<p>O1.1. Three Subnational Bamboo Strategies aligned to national/subnational frameworks, validated by stakeholders and approved by authority (per country).</p> <p>O1.2. One public-private policy dialogue mechanism on bamboo issues per country set up at subnational level.</p> <p>O2.1. 1540 smallholder farms implement bamboo climate smart practices (70% beneficiaries)</p> <p>O2.2. 60% of positive feedback delivered from trained participants and new practitioners (level of critical engagement).</p> <p>O3.1. Two partnership contracts for market access (per country).</p> <p>O3.2. 90 small farmers involved in transformation or value added processes.</p> <p>O3.3. 1100 of small farmers (50% beneficiaries) with increased annual income by at least 20%.</p> <p>O4.1. 30.000 inhabitants of the project countries are aware about bamboos uses, benefits and potential.</p> <p>O4.2. 50 % of participant (public, private, indigenous) in knowledge exchange events, have included bamboo initiatives at their working/daily activities (level of critical engagement).</p>	<p>O1.1. Bamboo Strategy document for each country</p> <p>O1.2. Policy mechanisms dialogue meeting reports</p> <p>O2.1. Monitoring report - Quarterly report O2.2. Report of Feedback (surveys, statistics) from participant's events, workshops.</p> <p>O3.1. Partnership contracts</p> <p>O3.2. Quarter project reports</p> <p>O3.3. Livelihood assessment Report (Year 1); Survey report of beneficiaries household incomes (Year 3)</p> <p>O4.1. Social media monitoring report (feeds, interactions, exchanges, views).</p> <p>O4.2. Final Report of Regional Exchanges Experiences</p> <p>O4.3. Survey, Feedbacks from users reports.</p> <p>O4.4. Post Training Evaluation of participants to knowledge exchange events</p>	<p>O1: Project Champion within national partner agency is a reference to implement enabling policy./ Sub regional governments are committed to sustainability options and bamboo is on the scope as a strategic resource./ Government willingness to invest and require studies</p> <p>O2: Willingness of participation of rural farmers, groups of women, youth and associations./ Local knowledge and CSA available for technical assistance on bamboo</p> <p>Universities and experts interested in bamboo research</p> <p>O3: Increased demand for bamboo added value products, sub products and materials at local, national and scale./ Key private partners active on segments of bamboo value chain.</p> <p>O4: Engagement of Public/Private Media for bamboo information spreading./ Synergies with other knowledge regional platforms./ Availability of learning materials, replicability, gender and intercultural approaches</p>
<b>Outputs</b>	<p>Output 1.1 (OP1.1). A set of policy studies and recommendations to increase transparency on bamboo development elaborated.</p> <p>OP1.2 Consensus oriented processes through roundtables, workshops at subnational level implemented.</p> <p>OP2.1 RRLA and baseline socioeconomic and environmental studies related to the potential of bamboo (GABAR) in the area of the project influence conducted.</p> <p>OP2.2 Training, field visits, and incentivization bamboo climate-smart practices, developed and implemented.</p> <p>OP3.1 Feasibility studies and incentives proposals for associative and micro-enterprises including economics, technical, technological and market access aspects for small farmers/entrepreneurship developed.</p>	<p>OP1.1.1 Three Policy systematization reports (one per country) delivered to governmental authorities and counterparts.</p> <p>OP1.2.1 Three sub-national bamboo sectoral roundtables implemented and operating.</p> <p>OP2.1.1 Three RRLA (one per country) including bamboo forest/plantation assessment ecosystem services with particular focus on water, soil, biodiversity and carbon values.</p> <p>OP2.1.2 One comparative analysis/opportunity Cost of representative bamboo mono-cropping vs inter-cropping systems</p> <p>OP2.2.1 600 smallholders/indigenous people trained "Bamboo Farmer Field School approach" (per country).</p> <p>OP2.2.2 120 community leaders and technical specialists trained and competence certified "train to trainers approach" .</p>	<p>OP1.1.1.Local Policy Brief delivered to local government</p> <p>OP1.2.1 Action Plan for Sub-national sectoral roundtable for bamboo (per country)</p> <p>OP2.1.1 Scoping study of livelihood and bamboo forest/plantation assessment (adapted methodology)</p> <p>OP2.1.2 GABAR studies elaborated</p> <p>OP2.2.1 Records, statistics report of participants assistance disaggregated by gender and age</p> <p>OP2.2.2/3.Report of Feedback(surveys, statistics) from participants events, workshops. (Train to Trainers), Bamboo Assessment.</p> <p>OP2.2.4 Follow up filed visit mechanism methodology document and visit reports</p> <p>OP3.1.1 Market Study Report on selected value chains (i.e. fibers, charcoal, shoot, housing)</p>	<p>OP1.1 Public information is available and free for access./ Local Governments, counterpart institutions and local partners have the political willingness to support the process for the construction of sub-national strategies.</p> <p>OP1.2 Local Bamboo stakeholders and public sector representatives willing to collaborate voluntarily.</p> <p>OP2.1Communities in the amazon interested in bamboo management./ Field Bamboo Practitioners an local farmers/indigenous people willing to collaborate./ National authorities are committed to include bamboo as a resource to tackle climate change./ Universities and local experts interested in sharing and participate research.</p> <p>OP2.2 Field Bamboo Practitioners an local farmers/indigenous people willing to collaborate</p>

	Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	<p>OP3.2 Community/private business models including the development of technical skills for bamboo transformation, implemented and transferred.</p> <p>OP4.1 Communications strategy for bamboo uses, benefits and potential, elaborated and implemented</p> <p>OP4.2 Knowledge networks of bamboo technical information and South-South Cooperation implemented.</p>	<p>OP2.2.3 75 Technical specialists trained in bamboo methodology assessment</p> <p>OP2.2.4 Six Participatory Guarantee Groups (two per country) to help develop demonstrative pilot scenarios/models to incentivize bamboo climate-smart practices at the farm level.</p> <p>OP3.1.1 One Report of market study with focus on selected bamboo chains trends and business intelligence analysis (per country).</p> <p>OP3.1.2 One Feasibility study with CBA to implement units of technology and facilities adapted to bamboo added value chains (per country).</p> <p>OP3.2.1 Six Community Cluster Enterprises (CCE) piloted by selected organized groups</p> <p>OP3.2.2 Four national-level business tables and one regional business and trade exchange fair for inclusive markets among entrepreneurs and large private companies implemented.</p> <p>OP4.1.1 One overarching communication plan for national, regional and international information sharing, designed and approved by main project partners.</p> <p>OP4.1.2 360 stakeholders (focused on women and young people) participated in sessions about bamboo benefits (six events)</p> <p>OP4.2.1 30 multi-stakeholders participate in a project Inception and wrap up workshops, including representatives from INBAR LAC Member Countries. (2 events)</p> <p>OP4.2.2 20 representatives of the bamboo sector take part in three high-medium level training sessions related to policy influence, green development and climate change.</p> <p>OP4.2.3 Three technical experiences exchanges South-South among Colombia, Peru, Ecuador.</p> <p>OP4.2.4 Twelve beneficiaries involved in technical exchange South-South (China/India).</p> <p>OP4.2.5 One Project Monitoring system in operation alignment with the main project indicators</p>	<p>elaborated (per country).</p> <p>OP3.1.2 Feasibility study document with CBA to implement units of technology and facilities adapted to bamboo</p> <p>OP3.2.1 Legal established document and/or related legal instrument for CCE' s</p> <p>OP3.2.2. Purchase contract agreement.</p> <p>OP4.1.1 Regional Plan approved by stakeholders.</p> <p>OP4.1.2 Local mass media publications, magazines articles, journal news products with project logos.</p> <p>OP4.1.3 Statistics report of participants to events disaggregated by gender, age, number of feedbacks at social media monitoring report.</p> <p>OP4.2.1 Minutes of workshop.</p> <p>OP4.2.2/3/4 Workshop Report</p> <p>OP4.2.5 Quarterly Report - Performance Data - Indicators.</p>	<p>voluntarily./ Extension Services of Government at local level willing to participate/support the project./ Train of Trainers approaches availability. /Stakeholders recognised bamboo as an strategic natural resource for climate change adaptations and mitigation.</p> <p>OP3.1Public information and studies on NWFP is available and free for access./Field Bamboo Practitioners willing to collaborate voluntarily./ Governments and Academia with advanced technologies for bamboo management are open to sign agreements and share information/knowledge.</p> <p>OP3.2 Academia and companies want to work with farmers to improve supply chains. /Availability of low cost equipment for wide dissemination./Local associations and organizations are committed to entrepreneurial with bamboo./Key private and public partners are active in segments of the value chain.</p> <p>Companies want to work with farmers to improve supply chains &amp; farmers willing to form cooperatives to enhance competitively and adequate supply.</p> <p>OP 4.1 Consumers, Farmers, researchers consulted to co-develop options and take action.</p> <p>OP 4.2 National Counterparts have the political willingness to support./ Farmers, researchers, employees, companies candidates involved in bamboo are willing to participate. /Bamboo researchers and practitioners interested in provide training and design support to local governments, NGO and private initiatives.</p>
<b>Key activities by component</b>	<p><b>Component 1. Subnational Governance:</b> 1.1 Preparation of systematic reviews (one per country) of international, national, regional and local policies that support/impede the development of bamboo sector; 1.2 Participatory development and validation of sub-national strategies for bamboo development</p> <p><b>Component 2. Climate Change:</b> 2.1 Development of rapid rural livelihood assessments (RRLA); 2.2 Implementation of sustainable bamboo's management training processes; 2.3 Establishment of PGG to help develop bamboo demonstrative pilot scenarios</p>	<p>1.1.1 Three policy reports elaborated</p> <p>1.2.1 Six workshops (two per country) with bamboo stakeholders to validate the Subnational Bamboo strategies.</p> <p>2.1.1 Three Reports of Rapid Rural Livelihood Assessment (one per country)</p> <p>2.2.1 Training Plan developed and in operation</p> <p>2.3.1 Six bamboo nurseries established (two per country)/ 54 km of farm boundaries planted with bamboo./ 240 ha of bamboo systems areas managed or implemented.</p> <p>3.1.1 One market report study and one feasibility study on selected bamboo chains and technology.</p>	<p>1.1.1. Local Policy Brief delivered</p> <p>1.1.2 Records of participation to from stakeholders</p> <p>2.1.1 RRLA report assessment.</p> <p>2.2.1 Training Plan document and report of participants.</p> <p>2.3.1 GIS Report and records of bamboo plots system.</p> <p>3.1.1 Market Study Report</p> <p>3.1.3 Incentives proposals for bamboo market access.</p> <p>3.2.3 Records of participation to Field</p>	<p>1. Local Governments, counterpart institutions and local partners have the political willingness to support the process for the construction of sub-national strategies.</p> <p>2. Stakeholders recognised bamboo as an strategic natural resource for climate change adaptations and mitigation. /Train of Trainers approaches availability. /Existing forestry/environmental services &amp; community nursery systems that include or are willing to include bamboo.</p> <p>3. Public information and studies on Bamboo Market and technologies is available and free for</p>

Objectives hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<p><b>Component 3. Livelihoods Development:</b> 3.1 Elaboration market and feasibility studies including assessment of existing bamboo products in the region and global trends; 3.2 Development of local incentives proposals for bamboo market access; 3.3 Improve technical skills and capabilities in bamboo transformation and marketing in already existing training facilities; 3.4 Establishment of CCE in three countries using low cost technology equipment</p> <p><b>Component 4. KM and SSC:</b> 4.1 Elaboration and implementation an overarching communication plan for national, regional and international information sharing; 4.2 Organization of multi-stakeholder trilateral project inception workshop, roundtable sub-thematic workshops/events, wrap-up workshop and knowledge exchange sessions/events; 4.3 Production and publication of bamboo related training/awareness/sensitization materials for priority groups; 4.4 Development and implementation of a monitoring and evaluation system</p>	<p>3.2.1 Three local incentives proposals for bamboo market access elaborated and validated.</p> <p>3.3.1 280 smallholders and technical specialists trained on enterprise management at bamboo/NTFP training centers in each country</p> <p>3.4.1 Six CCE implemented and in operation</p> <p>4.1.2 Five communications products per year produced and disseminated (e.g., websites, radio, tv, newspaper, social media, video documentary).</p> <p>4.2.1 Fourteen workshops/roundtables/events implemented</p> <p>4.3.1 One set of publication printed for each project component(Governance, Climate Change, Livelihoods and KM-SSC)</p> <p>4.4.1 One Project M &amp; E system in operation</p>	<p>Trainings/events</p> <p>3.2.1 CCE Operation plan</p> <p>4.1.2 Local mass media publications, magazines articles, journal news products with project logos.</p> <p>4.1.3Statistics report of participants to events disaggregated by gender, age, number of feedbacks at social media monitoring report</p> <p>4.2.1 Printed documents related to each project component</p> <p>4.2.5 Quarterly Report - Performance Data - Indicators</p>	<p>access./ Governments and Academia with advanced technologies for bamboo management are open to sign agreements and share information/knowledge./ Academia and companies want to work with farmers to improve supply chains. /Local associations and organizations are committed to entrepreneurial with bamboo.</p> <p>4. Farmers, researchers, employees, companies candidates involved in bamboo are willing to participate./ National Counterparts have the political willingness to support media events./Bamboo researchers and practitioners interested in provide training and design support to local governments, NGO and private initiatives.</p>